

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. . . . . 10 f.
Six mois. . . . . 19
Un an. . . . . 37

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. REBOUX

Le Nord de la France :
Trois mois. . . . . 11 f.
Six mois. . . . . 22
Un an. . . . . 44

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RECLAMES : 25 centimes.
— On traite à forfait. —

ROUBAIX. 9 MAI 1871

Voir aux dernières nouvelles.

Dépêche officielle.

Versailles, 8 mai.

Le gouvernement a fait répandre aujourd'hui dans Paris la proclamation suivante :

Le gouvernement de la République française aux Parisiens

« La France, librement consultée par le suffrage universel, a élu un gouvernement qui est le seul légal, le seul qui puisse commander l'obéissance, si le suffrage universel n'est pas un vain mot. Ce gouvernement vous a donné les mêmes droits dont jouissent Marseille, Bordeaux, et à moins de mentir aux principes de l'égalité, vous ne pouvez demander plus de droits que n'en ont les autres villes du territoire. En présence de ce gouvernement, la Commune, c'est-à-dire la minorité qui vous domine et qui a osé se couvrir de l'infâme drapeau rouge, a la prétention d'imposer à la France ses volontés.

« Par ses ordres, vous pouvez juger du régime qu'elle vous destine ; elle viole les propriétés, emprisonne les citoyens pour en faire des otages ; transforme en désert vos rues et vos places publiques où s'établit le commerce du monde ; suspend le travail dans Paris, le paralyse dans toute la France ; arrête la prospérité qui était prête à renaitre, retarde l'évacuation du territoire par les Allemands et vous expose à une nouvelle attaque de leur part, qu'ils se déclarent prêts à exécuter sans merci, si nous ne venons pas nous-mêmes comprimer l'insurrection.

« Nous avons écouté toutes les délégations qui ont été envoyées, et pas une ne nous a offert une condition qui ne fût l'abaissment de la souveraineté nationale devant la révolte, le sacrifice de toutes les libertés et de tous les intérêts. Nous avons répété à ces délégations que nous continuerions le subsidie aux ouvriers nécessaires.

« Nous avons promis, nous le promettons encore, mais il faut que cette insurrection cesse, car elle ne peut se prolonger sans que la France y périsse.

« Le gouvernement, qui vous parle, aurait désiré que vous puissiez vous affranchir vous-même des quelques tyrans qui se jouent de votre liberté et de votre vie ; puisque vous ne pouvez pas, il faut bien qu'il s'en charge, et c'est pour cela qu'il a réuni une armée sous vos murs, armée qui vient au prix de son sang, non pas vous conquérir, mais vous délivrer.

« Jusqu'ici il s'est borné à l'attaque des ouvrages extérieurs.

« Le moment est venu où, pour abrégier votre supplice, elle doit attaquer l'enceinte elle-même, elle ne bombardera pas Paris comme les gens de la Commune et du Comité de salut public, ne manqueront pas de vous dire qu'un bombardement menace toute votre ville, la rend inhabitable et a pour but d'intimider les ci-

toyens et de les contraindre à une capitulation.

« Le gouvernement ne tirera le canon que pour forcer une de vos portes et il s'efforcera de limiter au point attaqué les ravages de cette guerre, dont il n'est pas l'auteur.

« Il sait, il aurait compris de lui-même, si vous ne le lui aviez fait dire de toutes parts, qu'aussitôt que les soldats auront franchi l'enceinte vous vous rallierez au drapeau national pour contribuer avec notre vaillante armée, à détruire une sanguinaire et cruelle tyrannie.

« Il dépend de vous de prévenir les désastres qui sont inséparables d'un assaut ; vous êtes cent fois plus nombreux que les sectaires de la Commune ; réunissez-vous, ouvrez-nous les portes qu'ils ferment à la fois à l'ordre, à votre prospérité, à celle de la France.

« Les portes ouvertes, le canon cessera de se faire entendre ; le calme, l'ordre, l'abondance, la paix rentreront dans vos murs ; les Allemands évacueront votre territoire et les traces de vos maux disparaîtront rapidement ; mais si vous n'agissez pas, le Gouvernement sera obligé de prendre, pour vous délivrer, les moyens les plus prompts et les plus sûrs ; il vous le doit à vous, mais il le doit surtout à la France, parce que les maux qui pèsent sur vous pèsent sur elle ; parce qu'elle a le droit de se sauver si vous ne savez vous sauver vous-mêmes.

« Parisiens, pensez-y mûrement : dans très-peu de jours nous serons dans Paris ; la France veut en finir avec la guerre civile ; elle le veut, elle le doit, elle le peut. Elle marche pour vous délivrer ; vous pouvez contribuer à vous sauver vous-mêmes en rendant l'assaut inutile et en reprenant votre place dès aujourd'hui, votre place au milieu de vos concitoyens et de vos frères.

APRÈS LA LUTTE.

Le résultat définitif des élections municipales de Roubaix ne nous mécontente pas ; si le parti radical est parvenu à faire triompher beaucoup de ses candidats, les libéraux-conservateurs comptent, dans l'Assemblée communale, une minorité respectable, ayant à sa tête des leaders intelligents, expérimentés, énergiques et dévoués. On peut même espérer que souvent leur opinion l'emportera dans les discussions, car ils trouveront, parmi leurs adversaires d'hier, un certain nombre d'hommes impartiaux, dont les noms s'étaient égarés sur une liste trop bigarrée, et qui leur porteront leur concours dans toutes les grandes questions, dans ce que nous appellerons les questions fondamentales. Si l'on a la sagesse d'écarter la politique militante des affaires municipales et si l'on comprend la nécessité de les étudier sans parti pris, nous avons la conviction qu'on trouvera dans le Conseil, tel qu'il est composé, les éléments d'une bonne administration.

Somme toute, ce résultat, nous pouvons le dire aujourd'hui, a dépassé nos

espérances : il nous prouve que, s'il le veut, le parti libéral-conservateur ne tardera pas à reconquérir la place qu'il a perdue par sa faute. Qu'il se compte ; que les questions de principes soient seules en jeu, que l'on fasse appel à toutes les intelligences, à toutes les capacités, que personne ne se dérobe au combat et le succès est assuré. Union et travail telle doit être notre devise.

Puisque nous parlons encore une fois des élections, nous ne pouvons nous empêcher de protester contre le manifeste publié samedi par les sept candidats républicains élus au premier tour de scrutin. Si nous n'en avons rien dit plus tôt, c'est que nous attendions qu'une voix plus autorisée s'élevât pour flétrir la conduite des signataires de ce faitum.

Nos amis ont eu tort de ne pas relever les attaques injustes et violentes. On peut mépriser des calomnies et des excitations comme celles qui s'étaient dimanche, sans nom d'auteurs, sur les murs de la ville, ou qu'on glissait furtivement la nuit, sous les portes ; les honnêtes gens savent ce qu'il faut penser de ces choses-là ; mais quand des hommes connus, élus du suffrage universel, viennent par un document public, jeter la désconsidération sur des citoyens honorables, ceux-ci ont le droit, ils ont le devoir de demander compte de pareilles insultes.

Est-il juste, est-il loyal de dire en parlant de ses propres compétiteurs.

Vous serez forcés, peut-être, d'entendre des propositions outrageantes, mais vous êtes plus fiers que ceux qui osent vous les faire ! Ils ne vous les font que dans un intérêt qui n'est certainement pas le vôtre.

Nous avons cru, un instant, à leur bonne foi ; leur désir sincère de travailler avec nous au bien de la cité. Nous sommes revenus de notre erreur !

Ils ont repoussé le programme libéral que nous avons tracé. Ils ne veulent pas du progrès ; ils ne veulent pas de l'ordre ; ils ne veulent pas de la liberté ; ils ne veulent pas de la République !

Les sept républicains, signataires de ces lignes, nous disent-ils sur quoi ils s'appuient pour affirmer, que les candidats du Comité national ne sont pas « de bonne foi », qu'ils « n'ont pas le désir sincère de travailler au bien de la cité », qu'ils ne veulent « ni du progrès, ni de l'ordre, ni de la liberté. »

Que ces mes-sieurs s'expliquent ! Ils le doivent aux citoyens qu'ils ont outragés ; ils se le doivent à eux-mêmes !

Nous voulons répondre une dernière fois à cette stupide question que nous retrouvons chaque jour dans les écrits des Radicaux : Que voulez-vous ?

Nous voulons l'ordre et la légitimité. Nous acceptons la République qui existe de fait et nous reconnaissons l'Assemblée nationale et le chef qu'elle a

placé à la tête du pouvoir exécutif, comme représentant seuls actuellement l'autorité légitime en France ; nous demandons qu'on fasse un appel à la souveraineté nationale et, quels que puissent être alors nos regrets et nos appréhensions, nous déclarons à l'avance nous soumettre à la décision, librement exprimée.

Est-ce clair ? est-ce précis ?

De son côté, le Libéral du Nord va nous dire, sans doute, ce qu'il ferait, et ce que feraient ses amis si la volonté du pays se prononçait pour une forme de gouvernement autre que la forme républicaine ? . . . ALFRED REBOUX.

La guerre civile n'est pas près de finir. Nous entrons même dans une phase plus dangereuse. Un mot d'ordre a été donné toutes les villes, grandes et petites, où les lâches abstentions des honnêtes gens ont procuré le triomphe des candidatures municipales rouges. Et ce mot d'ordre est exécuté avec une étonnante célérité. Il s'agit de sauver la révolution assiégée dans Paris. Dès leur première séance, les Conseils municipaux de Grenoble et de Chambéry ont déclaré ouvertement la guerre à l'Assemblée nationale. Tous les autres vont suivre. Celui de Chambéry a donné l'exemple de la violation des lois en nommant son maire et ses adjoints. Nous allons voir voter des centaines d'adresses sommant l'Assemblée de tendre main aux bandits de tous bagnes qui règnent à Paris.

On produira ainsi, dans toute la France, un mouvement factice de l'opinion publique ; il sera si bruyant, il est si bien préparé, que l'immense troupeau des pauvres d'esprits (pas ceux à qui le royaume des cieux a été promis) sera entraîné ; on poussera ce flot grondant contre la représentation nationale, et on arrivera peut-être à détruire tout le prestige qu'elle doit aux libres votes du suffrage universel exprimé le 8 février.

L'orage n'est pas loin ; il est là ; nous le voyons déjà ; nous l'entendons.

Et il devait en être ainsi. On a laissé les hommes du 4 septembre user l'élan qui s'était produit pour les élections générales ; on a permis au ministère Picard de maintenir, dans les départements et les communes, presque toutes les influences fatales qui devaient préparer les élections municipales du 30 avril. Ces élections ont été assez retardées pour qu'elles ne se ressentissent pas de celles du 8 février, et en maintenant un provisoire indéfini, on a éternisé les honnêtes gens, qui ne sont pas prêts à se lever tous les jours et qui s'étonnent de ce que l'on n'a pas traduit en actes concluants leur vote du 8 février.

MM. Picard, Jules Simon et leurs amis doivent être contents : les élections municipales sont ce qu'ils pouvaient désirer ; ils ont maintenant derrière eux une armée à opposer à la majorité de l'Assemblée.

Nous lisons dans le Journal officiel :

Un comité provisoire, formé à Bordeaux, convoque à bref délai un Congrès de la Ligue patriotique des villes républicaines.

Le comité décide, dans son programme, que chaque ville républicaine aura un délégué sur vingt mille habitants, et que ces délégués seront pris parmi les conseillers municipaux nommés aux élections du 30 avril 1871, en suivant l'ordre du tableau.

Ce congrès est donc une réunion de divers conseillers municipaux délibérant entre eux sur les affaires de l'Etat, et il tombe sous l'application de l'article 25 de la loi du 5 mai 1835, qui est ainsi conçu :

« Tout conseil municipal qui se mettrait en correspondance avec un ou plusieurs autres conseils, ou qui publierait des proclamations ou adresses, serait immédiatement suspendu par le préfet. »

En outre, les déclarations publiées en même temps que leur programme par les membres du comité d'organisation, établissant que le but de l'association est de décider entre l'insurrection d'une part, et substituant ainsi l'autorité de la Ligue à celle de l'Assemblée nationale, le devoir du gouvernement est d'user des pouvoirs que lui confère la loi du 30 avril 1834.

C'est un devoir auquel on peut être assuré qu'il ne failira pas. Il trahirait l'Assemblée, la France et la civilisation, s'il laissait se constituer à côté du pouvoir régulier issu du suffrage universel, les assises du communisme et de la rébellion.

Nous avons parlé d'argent, de commande et cela fait bouillir d'indignation le rédacteur du Libéral. Il ne veut pas qu'on s'entretienne de ces choses-là. Aussi n'insisterions-nous pas, si les insinuations qu'il se permet à notre égard, ne nous forçaient à bien établir nos situations respectives.

Le Libéral du Nord a été fondé par une société d'actionnaires républicains, il appartient donc à un parti qui peut en disposer à son gré.

Le Journal de Roubaix, propriété personnelle de son directeur, n'a jamais poursuivi qu'un but : représenter le plus exactement possible les idées et les intérêts de la ville de Roubaix. Il a des amis avec lesquels il est en communauté d'opinion et de principes, mais personne ne pourrait lui imposer une ligne de conduite.

Et il est d'autant plus fier de cette indépendance, qu'elle lui a jusqu'ici, valu ce singulier honneur d'être toujours du parti des vaincus. A. R.

LETTRE DE VERSAILLES

Correspondance particulière du JOURNAL DE ROUBAIX.

Versailles, 6 mai.

Le vent nous apporte depuis hier soir l'écho d'une violente canonnade ; voilà

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX. DU 10 MAI 1871.

— 31 —

LE

DERNIER IRLANDAIS

PAR

ELIE BERTHE

VII

LE BON MESSAGER

(SUITE)

Ce fut par cette espèce de moralité que l'aveugle termina son récit, et rien ne saurait reproduire l'émotion que cette naïve légende avait causée parmi les auditeurs. Les circonstances les plus miraculeuses ne leur inspiraient aucun doute, tant ils étaient habitués à considérer comme artificiels de foi tout ce qui tenait à la glorification du nom d'O'Byrne. Aussi, malgré la nuit, malgré ces hurlements lugubres qui sortaient parfois des profondeurs du bois, n'éprouvaient-ils plus aucune crainte. La présence de Richard leur remplissait de hardiesse ; cha-

acun d'eux brûlait d'imiter le dévouement de Kevin Dathy, et, en se pressant autour de l'illustre descendant du comte O'Kelly, ils semblaient dire :

— Nous aussi, nous saurons mourir pour vous !

Richard était trop éclairé pour accepter cette légende comme rigoureusement historique ; mais, à travers les ornements parasites dont les conteurs de diverses époques s'étaient plu sans doute à l'embellir, il distinguait un louable exemple de fidélité dont William Sullivan avait habilement tiré parti pour enflammer les esprits. Il n'éleva donc aucune objection, et se contenta d'encourager les crédules paddies à montrer pour la cause nationale le zèle, le désintéressement que Kevin Dathy avait montrés pour son lord ; puis il donna l'ordre de presser le pas, qui s'était un peu ralenti pendant le récit de William.

Parmi les assistants, un seul ne semblait pas complètement édifié sur certains détails merveilleux de l'histoire de Kevin : c'était Jack Gunn.

— Voyez-vous, monsieur Sullivan, dit-il d'un ton railleur en se dandinant à droite et à gauche selon sa coutume, ce que vous nous avez conté s'est passé dans un temps où l'on était à moitié sauvage ; de nos jours, les choses, en pareil cas, iraient différemment. D'abord, si votre arrière-grand-père, le pippier O'Dailly, avait eu une de nos belles trompettes d'ordonnance, au lieu d'une cornemuse grossière, il lui eût été facile

de sonner un appel qui eût retenti dans toute la vallée de Glendalough comme la trompette du jugement dernier, et un pauvre diable ne se fut pas trouvé dans la nécessité de braver la mort pour aller chercher du secours. Quant au dévouement en lui-même de votre Kevin Dathy, je n'en dirai rien ; je ne voudrais pas offenser Dieu et saint Kevin, qui ont le beau rôle dans cette affaire. Mais on trouverait de braves garçons par le monde qui pourraient faire aussi bien, sans le secours d'en haut, du moment qu'il s'agirait de sauver la vie à leur capitaine et à leurs camarades !

Cette observation parut scandaliser fort les assistants. L'aveugle dit à Jack avec sévérité :

— Rien n'est possible sans le secours de Dieu, jeune homme. . . Et pour parler avec tant de légèreté d'une sainte tradition en l'honneur de la famille O'Byrne, il faut n'être ni catholique, ni Irlandais ! — Je suis catholique et Irlandais, monsieur William, riposta Jack avec quelque aigreur ; mais je suis soldat aussi. . . J'ai sonné des fanfares sur le dos d'un éléphant dans les montagnes de l'Afghanistan, et je sais parfaitement jusqu'où peut se faire entendre un instrument de cuivre appliqué à une bouche vigoureuse. Vous êtes convenu que le doute était permis sur certains points de votre histoire ; je prendrai la même permission sur tous les autres. — Quoi ! vous ne croyez pas. . .

S'il faut le dire, je crois que notre Kevin

Dathy n'était pas mort, après avoir été renversé par les undertakers ; qu'il était seulement étourdi, comme cela arrive souvent sur les champs de bataille, et que, revenu à lui, il a voulu remplir la commission de son lord. J'aurais agi de même à sa place. Quant à la résurrection du cheval, au saut miraculeux par-dessus les fossés et les murailles, aux promenades nocturnes du Spectre-Blanc dans ce défilé, je tiens ces détails pour des contes à dormir debout. — Vous blasphémez, misérable impie ! lui dit un des paddies d'une voix étouffée ; eh bien ! regardez devant vous.

Jack leva les yeux, et la troupe entière s'arrêta, frappée de stupeur.

Les montagnes, s'écartant tout à coup, laissaient voir une étroite vallée, couverte de genêts et de bruyères, où la lune projetait à flots sa lumière nacré. En face des voyageurs s'élevait une roche plate, sur laquelle la tradition voulait que le comte Patrick O'Kelly se fût posté autrefois pour se défendre contre les soldats de lord Gray. Dans ce lieu solitaire, on ne découvrait aucune trace d'habitation. Seulement, sur la gauche, on apercevait au milieu des inégalités du sol une flamme brillante devant laquelle passaient et repassaient continuellement des ombres, comme si un grand nombre de personnes eussent été réunies en cet endroit. Mais, à cause sans doute du vent violent qui soufflait dans le défilé, aucun cri humain ne parvenait jusqu'aux voyageurs. Leur attention était fixée sur un

homme à cheval qui traversait le vallon et se dirigeait sur eux avec une inconcevable vitesse. Cet homme avait la tête nue ; son vêtement consistait en une ample chemise blanche. On ne pouvait voir ses traits, mais il tenait à la main une large lettre, qu'il éleva au-dessus de sa tête dès qu'il parut avoir remarqué Richard O'Byrne et sa bande. Les sabots du cheval ne produisaient aucun bruit sur la bruyère ; cavalier et monture s'élançaient à travers le défilé, comme s'ils eussent été emportés par une force surnaturelle.

On comprend quel effet cette apparition dut produire sur les paddies. Muets et tremblants, ils se rangèrent instinctivement sur le bord du sentier pour ne pas être écrasés. Richard O'Byrne lui-même et l'aveugle, qui s'était fait rendre compte de ce qui se passait, semblaient partager la stupeur commune. En quelques secondes le cavalier les eut atteints. On eût dit qu'il essayait d'arrêter sa monture ; mais l'animal indomptable continua sa course furieuse. L'homme adressa à Richard des paroles que le fracas du vent empêchait d'entendre ; puis il jeta aux pieds d'O'Byrne la lettre qu'il tenait à la main, et s'évanouit dans les sinuosités de la gorge.

Les paddies, immobiles, retenaient leur haleine.

— C'est le Spectre-Blanc ! dit enfin l'un d'eux. — Il est venu convaincre l'incrédule et le profanateur ! murmura un autre.